

99.048

**Message  
concernant une convention de double imposition  
avec l'Etat du Koweït**

du 12 mai 1999

---

Madame la Présidente,  
Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

Nous vous soumettons un projet d'arrêté fédéral approuvant une convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et la fortune avec l'Etat du Koweït, signée le 16 février 1999, en vous proposant de l'adopter.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, les assurances de notre haute considération.

12 mai 1999

Au nom du Conseil fédéral suisse:

La présidente de la Confédération, Ruth Dreifuss  
Le chancelier de la Confédération, François Couchepin

---

## Condensé

*Le 16 février 1999 la Suisse et l'Etat du Koweït ont signé une convention de double imposition. S'il est vrai que, depuis la fin de la guerre du Golfe, les affaires des entreprises suisses au Koweït sont restées relativement modestes, on s'attend à moyen terme, à une augmentation des investissements directs dans ce pays. Outre le fait qu'elle évitera les doubles impositions, la convention offre une certaine protection sur le plan fiscal aux entreprises qui procèdent à des investissements. Elle protégera en effet les entreprises suisses de distorsions de concurrence, liées à des mesures fiscales, par rapport à leurs concurrents des Etats industrialisés. La convention de promotion et de protection des investissements conclue à la fin de 1998 entre la Suisse et le Koweït contribuera également à promouvoir les échanges économiques entre les deux pays. Enfin, il ne faut pas manquer de relever que la conclusion d'une convention en la matière aura également des conséquences positives sur la place financière suisse au sein de laquelle les investisseurs institutionnels importants du Koweït pourront développer leurs activités d'investissement grâce à des conditions fiscales favorables.*

*La présente convention s'inspire en grande partie du Modèle de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) ainsi que la pratique conventionnelle suisse. Les cantons et les organisations économiques intéressées ont approuvé cette convention.*

# Message

## 1 Genèse

Au regard du territoire et de la population, le Koweït est l'un des plus petits Etats de la région du Golfe. Il dispose cependant d'importants moyens financiers provenant des activités pétrolières. Le Koweït place ses avoirs depuis de nombreuses années sur les marchés financiers européens, nord-américains et du Pacifique sous la surveillance de la «Kuwait Investment Authority» (KIA). Le «Kuwait Investment Office» (KIO) joue un rôle central en la matière: responsable de la stratégie d'investissement, il est alimenté par des fonds prélevés sur le revenu net annuel du commerce pétrolier, jusqu'à concurrence de 10 % dudit revenu. Ce fond est destiné à garantir les conditions matérielles des générations futures lorsque les gisements de pétrole seront épuisés. Les revenus des autres agences d'investissements s'ajoutent aux bénéfices de la production pétrolière pour constituer le budget public. Bien que fortement réduits par les dettes de guerre et les travaux de reconstruction, les avoirs à l'étranger de l'Etat koweïtien sont encore estimés à plus de 50 milliards de dollars US.

Après le boom économique qui a suivi immédiatement la libération du pays, le Koweït est entré dans une phase de consolidation. Seule une petite partie des investissements est faite au Koweït même; les revenus pétroliers sont placés depuis quelques années par le KIO en priorité à l'étranger. Il est évident que pour un tel investisseur, les impôts à la source prélevés dans les principaux Etats industrialisés sur les revenus du capital (dividendes et intérêts) constituent un obstacle considérable. Depuis un certain temps déjà, le Koweït s'efforce de lever cet obstacle ou du moins d'en atténuer les effets notamment par la conclusion de conventions de double imposition. C'est ainsi que de tels accords ont été conclus avec la France en 1982, avec l'Allemagne et l'Italie en 1987, et tout dernièrement avec l'Autriche.

Au milieu des années 80, le Koweït a fait également part à la Suisse de son désir d'entamer des négociations en vue de la conclusion d'une convention de double imposition. Un premier tour de négociations a eu lieu à Berne en mars 1988 et s'est poursuivi en janvier 1990 au Koweït. La suite des négociations, prévue pour la fin de 1990, a dû être repoussée en raison de la guerre du Golfe. C'est à l'occasion de la troisième série de négociations, qui a eu lieu à Berne du 24 au 26 mai 1994, qu'un projet de convention a pu être paraphé, toutefois sous réserve suisse. En particulier, deux dispositions concernant l'imposition des établissements stables ont été accueillies avec scepticisme lors de la procédure de consultation par les milieux économiques intéressés. Les divergences n'ont pu être éliminées par correspondance, ce qui a nécessité un dernier tour de négociations. Finalement, le 4 décembre 1996, des précisions acceptables pour les deux parties contractantes ont été adoptées et paraphées. La convention a été signée le 16 février 1999 à Koweït City.

Si elle évite les doubles impositions, la convention offre également une certaine protection sur le plan fiscal aux entreprises qui sont actives ou qui investissent au Koweït. La convention protégera en effet, sur le marché koweïtien, les entreprises suisses de distorsions de concurrence liées à des mesures fiscales par rapport à leurs concurrentes des Etats industrialisés.

Afin de mieux comprendre les différentes solutions contenues dans les dispositions de la convention, il est nécessaire de se pencher sur les particularités économiques et juridiques du Koweït.

Le Koweït ne dispose pas d'un système fiscal comparable à celui des pays industrialisés occidentaux. Conformément à la tradition islamique, le Koweït prélève un impôt religieux, la «Zakat». Cet impôt n'est prélevé qu'auprès des musulmans. De façon simplifiée, cet impôt sur les revenus commerciaux et industriels représente environ 2,5 % de la fortune. Le produit de cet impôt sert avant tout au soutien financier des classes sociales défavorisées. Il n'existe semble-t-il aucun besoin (à l'heure actuelle) de prélever d'autres impôts, tels que les connaissent les pays occidentaux industrialisés. Jusqu'à présent, le Koweït a pu couvrir ses dépenses publiques par les recettes de l'activité pétrolière – y compris l'imposition des sociétés pétrolières – et de ses investissements à l'étranger. Des discussions sont cependant en cours depuis un certain temps sur la façon dont le système fiscal koweïtien pourrait être modernisé en vue d'une augmentation des recettes fiscales. Outre la «Zakat» (qui s'applique aux musulmans), les personnes physiques – indépendamment de leur résidence – ne sont assujetties à aucun impôt sur le revenu ou sur la fortune.

En revanche, les sociétés sont assujetties à un impôt sur le bénéfice prélevé à un taux progressif pouvant aller jusqu'à un maximum de 55 %, conformément au «Kuwait Income Tax Decree» de 1955. Cette loi a été édictée afin de pouvoir imposer les sociétés de capitaux étrangères actives au Koweït dans le secteur pétrolier. Le Koweït ne disposait pas encore d'un droit des sociétés, de sorte qu'aucune société koweïtienne ne pouvait être créée. Bien qu'entre-temps un droit des sociétés ait vu le jour, la loi sur l'impôt sur le bénéfice n'a jamais été revue entièrement. C'est toujours la version de 1955 qui, mises à part quelques modifications mineures, a été adaptée par voie d'interprétation aux nouvelles conditions économiques. Il en découle que l'état du droit positif en matière fiscale reste difficile à cerner et se caractérise par une forte insécurité juridique.

Bien que les sociétés qui exercent une activité commerciale au Koweït soient en principe assujetties à l'impôt koweïtien sur le bénéfice – quel que soit leur pays de résidence –, cet impôt ne frappe en réalité que les sociétés étrangères. Cela signifie que lorsqu'une société constituée d'après le droit koweïtien a pour actionnaire un étranger, seule la partie du bénéfice qui échoit à cet actionnaire étranger est soumise à l'impôt, à condition que cet actionnaire soit une société. Toutefois, les personnes physiques et les sociétés résidentes des Etats du Conseil de coopération arabe du Golfe ne sont pas soumises à l'impôt koweïtien sur le bénéfice. De plus, seules les sociétés anonymes de droit koweïtien sont tenues à une contribution égale à 5 % de leurs bénéfices à la fondation koweïtienne pour le développement de la science (Kuwait Foundation of Advancement of Science, KFAS), indépendamment de la composition de leur actionariat. Pour une société de droit koweïtien, cette contribution représente soit le seul impôt auquel elle est assujettie, soit, en cas de participation étrangère, un impôt additionnel qui vient s'ajouter à l'impôt sur le revenu dû sur la part de l'actionnaire étranger.

En raison de cette situation juridique particulière, l'existence d'une convention de double imposition n'est en soi que partiellement nécessaire. L'absence d'imposition au Koweït a pour conséquence qu'une double imposition des mêmes revenus auprès d'un même contribuable n'interviendra pas souvent. Cette absence d'imposition au

Koweït pourrait faire craindre que des personnes domiciliées dans des Etats tiers tentent d'obtenir le bénéfice de la convention par personne interposée, ou que l'on aboutisse à une absence d'imposition totale dans les deux Etats. Cette crainte est toutefois considérablement tempérée par le droit koweïtien des sociétés qui, afin d'empêcher une prise de participation majoritaire par des étrangers, prescrit que 51 % du capital des sociétés de droit koweïtien doivent être détenus par des citoyens koweïtiens. En ce qui concerne les personnes physiques, les dispositions de la convention, tiennent compte de cette particularité, en ce sens que dans le cas du Koweït, seuls les citoyens koweïtiens qui sont domiciliés seront considérés comme des résidents au sens de la convention.

La présente convention s'efforce de concilier tant les intérêts suisses que les intérêts koweïtiens, compte tenu de toutes les particularités de droit et de fait du cas d'espèce. Cela a nécessité l'introduction de quelques règles spéciales, plus particulièrement à propos de la résidence (art. 4), mais également en ce qui concerne les méthodes pour éviter les doubles impositions (art. 23) et la clause de non-discrimination (art. 24). Au reste, la convention respecte le Modèle élaboré par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), et les usages suisses en matière de conventions. Les commentaires qui suivent se limitent aux particularités principales qui dérogent à ce modèle et à ces usages.

#### *Art. 2* Impôts visés

La convention vise les impôts directs sur le revenu et sur la fortune, à l'exception de l'impôt anticipé suisse sur les gains de loterie.

Du côté koweïtien, la convention s'applique selon le par. 3 à l'impôt sur le bénéfice des sociétés, à la contribution prélevée sur le bénéfice des sociétés par actions en faveur de la KFAS et à la «Zakat».

Si, à l'avenir, le Koweït prélevait d'autres impôts de nature analogue ou en remplacement des impôts susmentionnés, ces derniers tomberaient sous le coup de la convention en application du par. 4 de ce même article.

#### *Art. 4* Résident

Du côté koweïtien, la qualité de résident n'est reconnue à des personnes physiques selon le par.1, let. a) qu'aux citoyens koweïtiens ayant leur domicile au Koweït. Cette restriction se justifie du fait que le Koweït ne connaît pas d'imposition des personnes physiques (à l'exception de la «Zakat» pour les musulmans). Les sociétés sont considérées comme résidentes du Koweït lorsqu'elles y sont enregistrées en tant que telles.

Selon le par. 2, les institutions gouvernementales sont considérées comme des résidents. Est considérée comme institution gouvernementale une institution constituée par le gouvernement aux fins de l'exercice de fonctions publiques, lorsque les autorités compétentes des Etats contractants la reconnaissent commé telle dans le cadre d'une procédure amiable.

Au sens d'une solution amiable préalable, le protocole énumère, s'agissant de l'art. 4, une série d'entités qui ont été constituées sous le régime du droit public, qui sont dans la propriété de l'Etat du Koweït, contrôlées entièrement par ce dernier et qui sont par conséquent des institutions gouvernementales au sens de l'art. 4, par. 2,

let. b) de la convention. D'autres personnes morales peuvent être reconnues dans le cadre de la procédure amiable comme institutions gouvernementales.

#### *Art. 5* Etablissement stable

Le Koweït voulait qu'un établissement stable soit constitué lorsque la durée d'un chantier de construction ou de montage excède six mois. La Suisse n'a accepté cette solution jusqu'à ce jour qu'avec des pays en développement. Il ne pouvait être question de l'accepter dans la convention avec le Koweït. Finalement, un accord a été réalisé sur une durée de neuf mois (par. 3).

La proposition du Koweït qui souhaitait que les prestations de services d'une durée supérieure à six mois soient considérées comme un établissement stable a pu être rejetée.

Un représentant indépendant qui exerce son activité exclusivement ou presque exclusivement pour une seule entreprise n'est plus considéré comme représentant indépendant au sens de la convention (par. 6).

Une disposition du protocole précise en outre qu'il y a lieu d'admettre qu'un représentant dispose d'un pouvoir de conclure des contrats lorsqu'il négocie tous les éléments et toutes les particularités d'un contrat pour l'entreprise, et que seule l'apposition formelle de la signature du contrat a lieu dans l'Etat du siège de l'entreprise.

#### *Art. 7* Bénéfices des entreprises

La convention suit le principe fixé dans le Modèle de Convention de l'OCDE selon lequel les bénéfices d'une entreprise ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant ne peuvent y être taxés que dans la mesure où ils se rattachent effectivement à cet établissement stable.

Une disposition du protocole précise que les rémunérations pour l'usage d'équipements industriels, scientifiques ou commerciaux (leasing), de même que les rémunérations de prestations de services et les activités de surveillance tombent sous le coup de l'art. 7.

A la demande de la Suisse, une disposition supplémentaire a été introduite dans le protocole, à savoir que les bénéfices d'un établissement stable doivent être déterminés uniquement en fonction des revenus qui sont effectivement attribuables à l'établissement stable et non pas en fonction des bénéfices totaux de l'entreprise.

#### *Art. 9* Entreprises associées

Cet article correspond à l'art. 9, par. 1, du Modèle de Convention de l'OCDE.

#### *Art. 10* Dividendes

Le Koweït insistait pour obtenir une exonération totale des dividendes dans le pays de la source, solution que cet Etat a pu introduire dans ses conventions avec la France, l'Italie (actions isolées) et l'Autriche. Une solution analogue ne pouvait être acceptée par la Suisse, vu le déséquilibre évident des investissements dans ce domaine.

Finalement, il a été convenu d'un impôt résiduel de 15 % au profit de l'Etat de la source. Ce taux correspond à celui qui figure dans la convention de double imposition entre le Koweït et l'Allemagne.

*Art. 11* Intérêts

L'impôt en faveur de l'Etat de la source est limité à 10 %, conformément aux recommandations de l'OCDE. Les autres dispositions de cet article correspondent également au Modèle de Convention de l'OCDE.

*Art. 12* Redevances de licences

S'agissant des redevances de licences, la convention prévoit un impôt à la source de 10 %. Toutefois, une disposition du protocole précise que l'impôt à la source prévu par la convention ne s'appliquera pas tant qu'un des Etats contractants ne prélève pas d'impôt à la source sur les redevances de licences, de sorte que ces dernières ne seront imposables que dans l'Etat de résidence du bénéficiaire.

*Art. 17* Artistes et sportifs

Conformément à la pratique conventionnelle suisse, le principe de l'imposition au lieu de l'activité vaut également pour les revenus versés à d'autres personnes que l'artiste ou le sportif en rémunération de leur activité (par. 2). Cependant, à l'instar des solutions contenues dans les autres conventions conclues par la Suisse, l'imposition prévue par le par. 2 n'intervient pas lorsqu'il peut être prouvé que ni l'artiste ou le sportif, ni des personnes qui leur sont associées, participent aux bénéfices de ces autres personnes.

*Art. 20* Etudiants et stagiaires

Le par. 2 de cet article contient une clause de non-discrimination concernant les étudiants et les stagiaires de l'autre Etat contractant en relation avec les exonérations et les allègements fiscaux.

*Art. 23* Elimination des doubles impositions

Le Koweït applique la méthode de l'imputation. La Suisse pratique sa méthode habituelle de l'exonération sous réserve de progressivité. La Suisse n'accorde cependant l'exonération que si les revenus ou les éléments du patrimoine en question sont effectivement imposés au Koweït. Pour la partie non récupérable de l'impôt à la source, sur les dividendes et les intérêts (éventuellement sur les redevances de licences à l'avenir, cf. remarque ad art. 12), la Suisse accorde l'imputation forfaitaire d'impôt.

*Art. 24* Non-discrimination

Comme le Koweït ne prélève pour sa part aucun impôt sur le revenu ou sur la fortune des personnes physiques, mais qu'il soumet par ailleurs ses ressortissants musulmans à la «Zakat», la clause de non-discrimination du par. 1 a du être restreinte. Cette dernière se limite à mentionner que les citoyens d'un Etat contractant ne peuvent pas subir une charge fiscale plus lourde que les citoyens de l'autre Etat contractant.

Les particularités déjà mentionnées du droit fiscal koweïtien concernant les sociétés aboutissent à l'adoption d'une disposition concernant les établissements stables, laquelle prévoit une égalité de traitement par rapport à des entreprises d'Etats tiers (par. 2). Cette même règle vaut pour les entreprises dont le capital est partiellement ou entièrement détenu par des personnes résidentes de l'autre Etat contractant ou qui sont contrôlées par ces dernières. Dans ce cas également, la clause de non-discrimination se limite à garantir l'égalité de traitement par rapport à des entreprises d'Etats tiers (par. 3).

Enfin, à la demande du Koweït, une disposition particulière a été insérée afin de préciser que la clause de non-discrimination ne peut être étendue à des avantages ou des privilèges qui pourraient être accordés à des Etats tiers, ou à leurs ressortissants, sur la base d'accords douaniers, de libre échange, ou sur la base d'accords régionaux ou sous-régionaux concernant l'imposition ou le transfert de capitaux.

#### *Echange de renseignements*

La convention ne comprend pas de clause d'échange de renseignements. Dans un échange de lettres, il est toutefois précisé que pour la Suisse, une disposition particulière sur l'échange de renseignements est superflue, puisque même une formule expresse ne pourrait prévoir, conformément au but de la convention, que l'échange des renseignements nécessaires à une application régulière et propres à empêcher une utilisation abusive de la convention. De tels renseignements peuvent déjà être échangés dans le cadre des dispositions conventionnelles existantes concernant la procédure amiable, la réduction des impôts perçus par voie de retenue à la source, etc.

#### *Art. 27*            Entrée en vigueur

S'agissant des impôts à la source, les dispositions de la présente convention sont applicables pour la première fois aux prestations versées ou créditées le premier janvier de l'année de signature de la convention, ou après cette date. En ce qui concerne les autres impôts, la convention sera applicable aux périodes fiscales qui commencent le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la signature, ou après cette date. Cette rétroactivité restreinte a été convenue sur demande koweïtienne.

### **3**                    **Conséquences financières**

Dans toute convention de double imposition, les deux Etats contractants renoncent à certaines recettes fiscales. Pour la Suisse, ces pertes résultent en particulier du remboursement partiel de l'impôt anticipé et, dans la mesure où les bases légales seraient modifiées dans ce domaine en droit interne koweïtien, de l'imputation de l'impôt à la source koweïtien prélevé conformément aux art. 10 et 11, sur les dividendes et les intérêts. Le manque à gagner résultant du remboursement partiel de l'impôt anticipé à des résidents du Koweït devrait revêtir une certaine importance. En revanche, l'imputation forfaitaire d'impôt introduite par l'arrêté du Conseil fédéral du 22 août 1967 n'aura pas d'incidence, du moins pour le moment, sur les finances publiques suisses.

Dans l'ensemble, la convention introduit toutefois des avantages considérables. Elle supprimera les distorsions de concurrence possibles dont souffrent encore les entreprises suisses par rapport à celles d'autres Etats européens présentes sur le marché

koweïtien, et elle contribuera généralement au développement de la coopération économique, ce qui constitue l'un des buts principaux de la politique économique extérieure suisse. Par ailleurs, les conventions de double imposition sont conclues avant tout dans l'intérêt des contribuables et favorisent la coopération économique, qui est l'un des buts principaux de la politique de la Suisse en matière de commerce extérieur. Enfin, la convention maintient l'attrait de la place financière suisse pour les investisseurs koweïtiens.

#### **4 Constitutionnalité**

La base constitutionnelle de cette convention est donnée par l'art. 8 de la constitution qui accorde à la Confédération le droit de conclure des traités avec l'étranger. L'Assemblée fédérale est compétente pour approuver la convention en vertu de l'art. 85, ch. 5, de la constitution. La convention est conclue pour une durée indéterminée mais peut être dénoncée en tout temps dans un délai de six mois pour la fin de chaque année civile. La convention ne prévoit pas d'adhésion à une organisation internationale, ni n'entraîne une modification unilatérale du droit. L'arrêté fédéral n'est donc pas soumis au référendum facultatif en vertu de l'art. 89, ch. 3, de la constitution.

#### **5 Conclusions**

Mises à part les adaptations aux particularités du droit koweïtien, la convention correspond dans une large mesure au Modèle de Convention de l'OCDE et à la pratique conventionnelle suisse en matière de conventions. En comparaison avec d'autres conventions que le Koweït a conclues, les solutions retenues, en particulier en ce qui concerne l'imposition des dividendes, intérêts et redevances de licences, sont avantageuses pour la Suisse. La convention offre ainsi des améliorations substantielles aux entreprises suisses actives au Koweït. Par ailleurs, dans le cadre de l'appréciation globale, la convention améliorera les conditions fiscales des investissements koweïtiens en Suisse et évitera très vraisemblablement leur retrait éventuel. Enfin, la convention devrait exercer une influence favorable sur le développement ultérieur des relations économiques bilatérales entre le Koweït et la Suisse.

# Arrêté fédéral approuvant une convention de double imposition avec le Koweït

Projet

du

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu l'art. 85, ch. 5, de la constitution;  
vu le message du Conseil fédéral du 12 mai 1999<sup>1</sup>,  
*arrête:*

## **Art. 1**

<sup>1</sup> La Convention signée le 16 février 1999 entre le Conseil fédéral et le Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune est approuvée.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral est autorisé à la ratifier.

## **Art. 2**

Le présent arrêté n'est pas sujet au référendum en matière de traités internationaux.

<sup>1</sup> FF 1999 6840

*Traduction<sup>1</sup>*

## **Convention entre la Confédération suisse et l'Etat du Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune**

---

*Le Conseil fédéral suisse*

*et*

*le Gouvernement de l'Etat du Koweït*

désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,

sont convenus des dispositions suivantes:

### **Art. 1** Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

### **Art. 2** Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment:

a) au Koweït:

(i) l'impôt sur les sociétés;

(ii) l'impôt sur le bénéfice net des sociétés par actions payable à la Fondation koweïtienne pour l'encouragement de la science (Kuwait Foundation for Advancement of Science); et

(iii) la Zakat

(ci-après désignés par «impôt koweïtien»);

b) en Suisse:

les impôts fédéraux, cantonaux et communaux

<sup>1</sup> Traduction du texte original allemand.

- (i) sur le revenu (revenu total, produit du travail, rendement de la fortune, bénéfices industriels et commerciaux, gains en capital et autres revenus); et
  - (ii) sur la fortune (fortune totale, fortune mobilière et immobilière, fortune industrielle et commerciale, capital et réserves et autres éléments de la fortune);
- (ci-après désignés par «impôt suisse»).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent à la fin de chaque année les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

5. La Convention ne s'applique pas à l'impôt fédéral anticipé perçu en Suisse à la source sur les gains réalisés dans les loteries.

### **Art. 3** Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

- a) le terme «Koweït» désigne le territoire de l'Etat du Koweït, y compris toute zone s'étendant au-delà de la mer territoriale qui, conformément au droit international, a été, ou peut être, désignée selon la législation du Koweït comme une zone sur laquelle le Koweït peut exercer ses droits souverains ou sa juridiction;
- b) le terme «Suisse» désigne la Confédération suisse;
- c) les expressions «un Etat contractant» et «l'autre Etat contractant» désignent suivant le contexte le Koweït ou la Suisse;
- d) le terme «impôt» désigne les impôts visés à l'art. 2 de la présente Convention;
- e) le terme «personne» comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;
- f) le terme «société» désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
- g) les expressions «entreprise d'un Etat contractant» et «entreprise de l'autre Etat contractant» désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;
- h) l'expression «trafic international» désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;
- i) le terme «national» désigne toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant ainsi que toute personne morale, société de per-

sonnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant;

- j) l'expression «autorité compétente» désigne:
- (i) au Koweït, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé;
  - (ii) en Suisse, le Directeur de l'Administration fédérale des contributions ou son représentant autorisé.

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention.

#### **Art. 4** Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «résident d'un Etat contractant» désigne:

- a) au Koweït, toute personne qui est domiciliée au Koweït et qui est de nationalité koweïtienne, ainsi que toute société enregistrée au Koweït;
- b) en Suisse, toute personne qui est assujettie de manière illimitée aux impôts en vertu de la législation suisse.

2. Au sens du par. 1

- a) un Etat contractant, ses subdivisions politiques ou ses collectivités locales sont considérées comme une personne qui est un résident de cet Etat;
- b) des institutions gouvernementales, conformément à leur lien de subordination, sont considérées comme des personnes qui sont des résidents de Suisse ou du Koweït. Sont considérées comme institutions gouvernementales, des institutions constituées par le gouvernement aux fins de l'exercice de fonctions publiques ainsi que celles qui sont reconnues comme telles d'un commun accord entre les autorités compétentes.

3. Lorsque, selon les dispositions du par. 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

- a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
- b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'entre eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité;

- d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'entre eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
4. Lorsque, selon les dispositions du par. 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé ou lorsque celui-ci ne peut pas être déterminé, les autorités compétentes des Etats contractants règlent la question d'un commun accord.

#### **Art. 5** Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «établissement stable» désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression «établissement stable» comprend notamment:
- a) un siège de direction,
  - b) une succursale,
  - c) un bureau,
  - d) une usine,
  - e) un atelier et
  - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse neuf mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas «établissement stable» si:
- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
  - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
  - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
  - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
  - e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
  - f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des par. 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le par. 6 – agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au par. 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, si les activités de cet agent sont exercées totalement ou presque totalement pour le compte de cette entreprise, il ne sera pas considéré comme un agent jouissant d'un statut indépendant au sens des dispositions du présent paragraphe.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

#### **Art. 6** Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression «biens immobiliers» a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du par. 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des par. 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

**Art. 7** Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du par. 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du par. 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

**Art. 8** Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire ou d'un bateau, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du par. 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

#### **Art. 9** Entreprises associées

Lorsque

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

#### **Art. 10** Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 % du montant brut des dividendes.

Les autorités compétentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de ces limitations.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme «dividendes» employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des par. 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'art. 7 ou de l'art. 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

#### **Art. 11** Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 % du montant brut des intérêts.

Les autorités compétentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de cette limitation.

3. Le terme «intérêts» employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

4. Les dispositions des par. 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'art. 7 ou de l'art. 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant.

Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

**Art. 12**      Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat, si ce résident en est le bénéficiaire effectif.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 % du montant brut des redevances.

3. Le terme «redevances» employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets.

4. Les dispositions des par. 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'art. 7 ou de l'art. 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a, dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel l'obligation de payer les redevances a été contractée et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

**Art. 13**      Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'art. 6 et situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux par. 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

#### **Art. 14** Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression «profession libérale» comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

#### **Art. 15** Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des art. 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du par. 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si:

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée, et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

**Art. 16** Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

**Art. 17** Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des art. 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des art. 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Les dispositions du par. 2 ne s'appliquent pas s'il est établi que ni l'artiste du spectacle ou le sportif, ni des personnes qui lui sont associées, ne participent directement ou indirectement aux bénéfices de la personne visée audit paragraphe.

**Art. 18** Pensions et rentes

1. Sous réserve des dispositions du par. 2 de l'art. 19, les pensions et autres rémunérations similaires, ainsi que les rentes, payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Le terme «rente» désigne une somme déterminée, payable périodiquement à termes fixes pendant la vie entière ou pendant une période déterminée ou déterminable, au titre de contrepartie d'une prestation adéquate et entière en argent ou appréciable en argent.

**Art. 19** Fonctions publiques

1. a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui:

- (i) possède la nationalité de cet Etat, ou
  - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité.
3. Les dispositions des art. 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

#### **Art. 20** Etudiants

1. Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.
2. En ce qui concerne les bourses et les rémunérations d'un emploi salarié auxquelles ne s'appliquent pas les dispositions du par. 1, un étudiant ou un stagiaire au sens du par. 1 a en outre, pendant la durée de ses études ou de sa formation, le droit de bénéficier des mêmes exonérations, dégrèvements ou réductions d'impôts qu'un résident de l'Etat dans lequel il séjourne.

#### **Art. 21** Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du par. 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au par. 2 de l'art. 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'art. 7 ou de l'art. 14, suivant les cas, sont applicables.

**Art. 22** Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'art. 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.

3. La fortune constituée par des navires et des aéronefs exploités en trafic international ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, n'est imposable que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

**Art. 23** Elimination des doubles impositions.

1. Lorsqu'un résident du Koweït reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la Convention sont imposables en Suisse, le Koweït peut également imposer ces revenus ou cette fortune mais il accorde toutefois conformément à sa législation interne un dégrèvement au titre des impôts payés en Suisse. Ce dégrèvement consiste en une imputation des impôts sur le revenu ou sur la fortune payés en Suisse, sur les impôts prélevés au Koweït; cette imputation n'excédera pas l'impôt koweïtien dû dans la proportion de ces revenus ou de cette fortune par rapport à la totalité des revenus ou de la fortune imposables.

2. Lorsqu'un résident de Suisse reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la Convention, sont imposables au Koweït, la Suisse exempte de l'impôt ces revenus ou cette fortune, sous réserve des dispositions du par. 3. Cette exemption n'est octroyée que si ces revenus ou cette fortune ont été effectivement imposés au Koweït. La Suisse peut toutefois, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de ce résident, appliquer le même taux que si les revenus ou la fortune en question n'avaient pas été exemptés.

3. Lorsqu'un résident de Suisse reçoit des dividendes, intérêts ou redevances, qui, conformément aux dispositions des art. 10, 11 ou 12 sont imposables au Koweït, la Suisse accorde un dégrèvement à ce résident à sa demande; ce dégrèvement consiste:

- a) en l'imputation de l'impôt payé au Koweït conformément aux dispositions des art. 10, 11 et 12 sur l'impôt qui frappe les revenus de ce résident; la somme ainsi imputée ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt suisse, calculé avant l'imputation, correspondant aux revenus imposables au Koweït, ou
- b) en une réduction forfaitaire de l'impôt suisse, ou

- c) en une exemption partielle des dividendes, intérêts ou redevances en question de l'impôt suisse, mais au moins en une déduction de l'impôt payé au Koweït du montant brut des dividendes, intérêts ou redevances.

La Suisse déterminera le genre de dégrèvement et réglera la procédure selon les prescriptions suisses concernant l'exécution des conventions internationales conclues par la Confédération en vue d'éviter les doubles impositions.

**Art. 24** Non-discrimination

1. Les personnes physiques qui sont des nationaux d'un Etat contractant ne sont soumises dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les personnes physiques, qui sont des nationaux de cet autre Etat et se trouvent dans la même situation.
2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises provenant d'Etats tiers qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
3. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents d'Etats tiers.
4. A moins que les dispositions de l'art. 9, du par. 6 de l'art. 11 ou du par. 6 de l'art. 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.
5. Les dispositions du présent article ne peuvent être interprétées comme imposant une obligation à l'un des Etats contractants d'étendre aux résidents de l'autre Etat contractant, les avantages ou privilèges qu'il a accordés à un Etat tiers ou à ses résidents en raison d'une union douanière, d'une union économique, d'une zone de libre échange ou de tout accord régional ou sous-régional concernant totalement ou principalement l'imposition ou les mouvements de capitaux.
6. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'art. 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

**Art. 25** Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.
2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.
3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.
4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une Commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

**Art. 26** Agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.
2. Nonobstant les dispositions de l'art. 4, toute personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat contractant qui est situé dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers est considérée comme un résident de l'Etat accréditant, à condition:
  - a) que, conformément au droit des gens, elle ne soit pas assujettie à l'impôt dans l'Etat accréditaire pour les revenus de sources extérieures à cet Etat, ou pour la fortune située en dehors de cet Etat, et
  - b) qu'elle soit soumise dans l'Etat accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu ou de sa fortune, que les résidents de cet Etat.
3. La présente Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas traités comme des résidents dans l'un ou l'autre Etat contractant en matière d'impôts sur le revenu ou sur la fortune.

**Art. 27** Entrée en vigueur

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Koweït aussitôt que possible.

2. La Convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et ses dispositions seront applicables dans chaque Etat contractant:

- a) aux impôts perçus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la convention a été signée, ou après cette date; et
- b) aux autres impôts, pour les périodes fiscales commençant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la convention a été signée, ou après cette date.

**Art. 28** Dénonciation

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut dénoncer la Convention par voie diplomatique avec un préavis à compter du 30 juin de chaque année civile, ou avant cette date. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable:

- a) aux impôts perçus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de la dénonciation, ou après cette date; et
- b) aux autres impôts, pour les périodes fiscales commençant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de la dénonciation, ou après cette date.

*En foi de quoi* les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait en deux exemplaires à Koweït le 30 Shawwal 1419 H., correspondant au 16 février 1999, en langues allemande, arabe et anglaise, chaque texte faisant également foi; en cas d'interprétation différente des textes, le texte anglais fera foi.

Pour le  
Conseil fédéral suisse:

Daniel Woker  
Ambassadeur de Suisse

Pour le  
Gouvernement de l'Etat du Koweït:

Abdul Mohsin Yousef Al Hunaif  
Secrétaire d'Etat  
Ministère des Finances

## Protocole

---

*Le Conseil fédéral suisse*

*et*

*le Gouvernement de l'Etat du Koweït*

Sont convenus, lors de la signature de la Convention entre les deux Etats en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, à Koweït le 30 Shawwal 1419 H., correspondant au 16 février 1999, des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

### *1. En ce qui concerne l'art. 4*

Il est entendu que les ayants-droit suivants, constitués sous régime de droit public, qui sont propriété, de manière illimitée, et sous le contrôle de l'Etat du Koweït, sont reconnus comme des institutions gouvernementales au sens du par. 2, sous-par. b) du présent article:

- la banque centrale koweïtienne («Central Bank of Kuwait»),
- les institutions publiques de sécurité sociale («Public Institution for Social Security»),
- les sociétés publiques,
- les agences gouvernementales,
- les autorités,
- les fondations,
- les fonds de développement.

D'autres institutions peuvent être reconnues en tant qu'institutions gouvernementales conformément aux dispositions du par. 2, sous-par. b).

### *2. En ce qui concerne l'art. 5*

Il est entendu en ce qui concerne le par. 5 qu'une personne est considérée comme exerçant les pouvoirs de conclure des contrats lorsqu'elle est autorisée à négocier tous les éléments et les détails d'un contrat de manière à obliger l'entreprise, même si le contrat est signé par une autre personne dans l'Etat où est située l'entreprise.

### *3. En ce qui concerne l'art. 7*

1. Eu égard à l'art. 7, les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique, ou pour l'information concernant des expériences industrielles, commerciales ou scientifiques, y compris le conseil et l'assistance technique, ou pour des études spécifiques ou des enquêtes de nature scientifique, géologique ou technique, pour des

<sup>2</sup> Traduction du texte original allemand

services techniques spécifiques ou pour des services de conseil ou de surveillance, sont considérées comme des bénéficiaires d'entreprises auxquels l'art. 7 est applicable.

2. Eu égard aux par. 1 et 2 de l'art. 7, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant vend des biens ou des marchandises ou exerce une activité industrielle ou commerciale dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, les bénéficiaires de cet établissement stable ne sont pas déterminés sur la base du montant total reçu par l'entreprise, mais sur la seule base de la part des recettes totales qui est imputable à l'activité réelle de l'établissement stable pour ces ventes ou pour cette activité industrielle ou commerciale.

De même, dans les cas de contrats de planification, de fourniture, d'installation ou de construction d'équipements ou de locaux industriels, commerciaux ou scientifiques, ou de travaux publics, lorsque l'entreprise a un établissement stable, les bénéficiaires de cet établissement stable ne sont pas déterminés sur la base du montant total du contrat, mais seulement sur la base de la part du contrat qui est effectivement exécutée par l'établissement stable dans l'Etat où l'établissement stable est situé.

Les bénéficiaires afférents à la part du contrat exécutée par le siège principal de l'entreprise ne sont imposables que dans l'Etat dont l'entreprise est un résident.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent pas au principe de pleine concurrence («arm's length principle») contenu au par. 2 de l'art. 7.

#### 4. *En ce qui concerne l'art. 12*

Eu égard au par. 2, il est entendu que tant qu'un des Etats contractants ne perçoit, en vertu de sa législation interne, aucun impôt à la source sur les redevances payées à des non-résidents, les dispositions du par. 2 ne s'appliquent pas et les redevances ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le bénéficiaire des redevances est un résident.

*En foi de quoi* les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

Fait en deux exemplaires à Koweït, le 30 Shawwal 1419 H., correspondant au 16 février 1999, en langues allemande, arabe et anglaise, chaque texte faisant également foi. En cas d'interprétation différente des textes, le texte anglais fera foi.

Pour le  
Conseil fédéral suisse:  
  
Daniel Woker  
Ambassadeur de Suisse

Pour le  
Gouvernement de l'Etat du Koweït:  
  
Abdul Mohsin Yousef Al Hunaif  
Secrétaire d'Etat  
Ministère des Finances

Ambassade de Suisse  
Koweït

Koweït, le 16 février 1999

Son Excellence  
Monsieur Abdul Mohsin Yousef Al Hunaif  
Secrétaire d'Etat  
Ministère des Finances  
Koweït

Excellence,

En référence à la Convention entre la Confédération suisse et l'Etat du Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune qui a été signée aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous informer que le Conseil fédéral suisse a confirmé comme suit, par arrêté du 7 mars 1977, la politique suisse en matière d'échange de renseignements:

Pour la Suisse, le but d'une convention de double imposition consiste à éviter les doubles impositions internationales; les renseignements nécessaires à une application régulière et propres à empêcher l'utilisation abusive d'une convention peuvent déjà être échangés dans le cadre des dispositions conventionnelles existantes concernant la procédure amiable, la réduction des impôts perçus par voie de retenue à la source, etc.

Pour la Suisse, une disposition particulière sur l'échange de renseignements est superflue, puisque même une formule expresse ne pourrait prévoir, conformément au but de la Convention de double imposition entre la Confédération suisse et l'Etat du Koweït, que l'échange des renseignements qui sont nécessaires à une application régulière et propres à empêcher une utilisation abusive de la Convention de double imposition entre la Confédération suisse et l'Etat du Koweït.

Je saisis cette occasion de vous renouveler, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

Daniel Woker

Ambassadeur de Suisse

Ministère des Finances  
Koweït

Koweït, le 16 février 1999

Son Excellence  
Monsieur Daniel Woker  
Ambassadeur de Suisse  
Koweït

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour qui se réfère à la Convention signée aujourd'hui entre l'Etat du Koweït et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et qui a la teneur suivant:

«Je voudrais vous informer que le Conseil fédéral suisse a confirmé comme suit, par arrêté du 7 mars 1977, la politique suisse en matière d'échange de renseignements:

Pour la Suisse, le but d'une convention de double imposition consiste à éviter les doubles impositions internationales; les renseignements nécessaires à une application régulière et propres à empêcher l'utilisation abusive d'une convention peuvent déjà être échangés dans le cadre des dispositions conventionnelles existantes concernant la procédure amiable, la réduction des impôts perçus par voie de retenue à la source, etc.

Pour la Suisse, une disposition particulière sur l'échange de renseignements est superflue, puisque même une formule expresse ne pourrait prévoir, conformément au but de la Convention de double imposition entre la Confédération suisse et l'Etat du Koweït, que l'échange des renseignements qui sont nécessaires à une application régulière et propres à empêcher une utilisation abusive de la Convention de double imposition entre l'Etat du Koweït et la Confédération suisse.»

J'ai l'honneur de vous communiquer, que le Gouvernement de l'Etat du Koweït est d'accord avec les dispositions susmentionnées, et que votre lettre et ma réponse sont partie intégrante à la Convention signée ce jour. La lettre entrera en vigueur en même temps que la Convention.

Je saisis cette occasion de vous renouveler, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

Abdul Mohsin Yousef Al Hunaif  
Secrétaire d'Etat  
Ministère des Finances

## **Message concernant une convention de double imposition avec l'Etat du Koweït du 12 mai 1999**

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1999
Année	
Anno	
Band	7
Volume	
Volume	
Heft	37
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	99.048
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.09.1999
Date	
Data	
Seite	6840-6869
Page	
Pagina	
Ref. No	10 109 971

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.